



REVUE DE PRESSE UE-HAÏTI

De début janvier à la mi-février 2014

CLICKEZ sur les liens pour accéder aux articles en version intégrale

Atelier pour le renforcement de la coopération décentralisée



13/02/14: Le Groupe d'Action Francophone pour l'Environnement, en collaboration avec l'Union européenne, a organisé un atelier de travail, le mercredi 12 février, avec la participation des acteurs de la coopération décentralisée. Cet atelier regroupe des collectivités locales, des organisations de la société civile, des bailleurs de fonds et des opérateurs travaillant avec les collectivités locales.

La coopération décentralisée s'entend des collectivités locales haïtiennes qui ont signé des partenariats avec des collectivités locales étrangères en fonction de leurs objectifs, explique le Davis Tilus. Selon le président du GAFE, cet atelier vise à poser la problématique de la coopération décentralisée et à mettre en place un mécanisme permettant une participation active de la population aux travaux réalisés sur son territoire.

Les participants, lors des travaux en atelier, réfléchiront sur l'organisation de la coopération décentralisée pour en faire un instrument capable d'assurer la concrétisation de la décentralisation en Haïti.

Les collectivités locales se serviront des travaux issus de cet atelier pour réorienter leur politique de coopération décentralisée avec d'autres collectivités étrangères.

<http://signalfmhaiti.com/articles/categorie/2012-02-08-01-56-38/1532-atelier-pour-le-renforcement-de-la-cooperation-decentralisee.html>

Lancement du premier Atelier de travail des acteurs de la coopération décentralisée en Haïti

13/02/14: Le Groupe d'actions francophones (GAFE) et la délégation de l'Union européenne en Haïti ont procédé le mercredi 12 février , au lancement du premier Atelier de travail des acteurs de la coopération en Haïti dans le cadre global de l'appui de l'Union européenne à la décentralisation et au renforcement des acteurs non étatiques et des autorités locales en Haïti.

Selon un communiqué de l'Union européenne, cet atelier s'inscrit dans le cadre des programmes d'Appui à la gouvernance et à l'investissement local (AGIL) et du programme Acteurs non étatiques et Autorités locales (ANE-AL), financés par l'Union européenne à hauteur de 8.5 millions d'euros. Il vise, d'une part, à aider les acteurs à définir des stratégies communes pour renforcer les collectivités territoriales haïtiennes afin d'en faire des interlocutrices crédibles et fiables de l'Etat. D'autre part, l'atelier permettra de définir un programme concerté entre les acteurs de la coopération décentralisée.

A l'occasion du lancement de cet atelier, l'ambassadeur de la délégation de l'Union européenne en Haïti M. Javier Nino Pérez a fait la déclaration suivante: "Le renforcement des capacités des collectivités locales demeure essentiel à l'impulsion d'un développement qui soit issue de la base et ancré dans la réalité socioéconomique locales Les résultats de ce partage d'expériences, favorisée par la tenue de cet atelier aujourd'hui entre différents acteurs de la gouvernance locale haïtienne, contribuera à terme à consolider le rôle des collectivités locales dans la conception et la mise en œuvre de politiques de développement."

La coopération entre collectivités territoriales représente aujourd'hui l'un des leviers les plus importants pour appuyer ces dernières dans leur développement. A travers cette dynamique d'échanges, de discussions et de partage d'expériences, elle se révèle un bon outil pour soutenir les collectivités en favorisant une plus grande transparence de leur fonctionnement et une meilleure efficacité dans leur action.

http://www.metropolehaiti.com/metropole/full_une_fr.php?id=23561

Renforcement des collectivités territoriales

13/02/14: Dans le cadre global de l'appui de l'Union européenne (UE) à la décentralisation et au renforcement des acteurs non étatiques et des autorités locales en Haïti [Programme d'Appui à la gouvernance et à l'investissement local (AGIL) et du Programme Acteurs non étatiques et Autorités locales (ANE-AL)], financés par l'UE à hauteur de 8.5 millions d'euros, le Groupe d'Actions Francophones (GAFE) et la délégation européenne en Haïti, ont réalisé cette semaine, le premier Atelier de travail, des acteurs de la coopération décentralisée en Haïti.

Cet atelier visait d'une part, à aider les acteurs à définir des stratégies communes pour

renforcer les collectivités territoriales haïtiennes afin d'en faire des interlocutrices crédibles et fiables de l'État et d'autre part, de permettre de définir un programme concerté entre les acteurs de la coopération décentralisée.

A l'occasion de l'ouverture de cet atelier, Javier Nino Pérez, l'Ambassadeur de la délégation de l'Union européenne en Haïti a déclaré « Le renforcement des capacités des collectivités locales demeure essentiel à l'impulsion d'un développement qui soit issue de la base et ancré dans la réalité socio-économique locale. Les résultats de ce partage d'expériences, favorisée par la tenue de cet atelier entre différents acteurs de la gouvernance locale haïtienne, contribuera à terme à consolider le rôle des collectivités locales dans la conception et la mise en œuvre de politiques de développement. »

Selon les organisateurs, à travers cette dynamique d'échanges, de discussions et de partage d'expériences, cet atelier se révèle être un bon outil pour soutenir les collectivités, en favorisant une plus grande transparence de leur fonctionnement et une meilleure efficacité dans leur action.

<http://www.haitilibre.com/article-10540-haiti-politique-renforcement-des-collectivites-territoriales.html>

L'UE finance 5 projets de prévention des catastrophes naturelles en Haïti

11/02/14: A travers son département d'aide humanitaire, l'Union européenne (Ue) annonce 5 projets de réduction des risques liés aux catastrophes naturelles en Haïti.

Il s'agira, concrètement, de sensibiliser les Haïtiennes et les Haïtiens sur les comportements à adopter, en cas de catastrophes naturelles, former des équipes communautaires dans la prise en charge des gens, en cas de problèmes, indique Nicolas Louis, directeur du département de la Commission européenne en charge de l'aide humanitaire et la protection civile (Echo) pour Haïti.

Les projets favoriseront aussi l'installation d'appareils d'alerte aux tsunamis, l'aménagement de bassins versants, la réhabilitation de bassins agricoles et le curage des rivières entre autres. « Augmenter la résilience des familles », est un autre aspect qui entre dans les résultats escomptés, ajoute Louis.

Déjà, des instruments d'alerte au tsunami sont installés à Jacmel (Sud-Est), au Cap-Haïtien (Nord) et à Port-au-Prince (Ouest), avec le soutien de l'Ue. Ces cinq projets entrent dans le cadre du plan d'action et de préparation des catastrophes naturelles (Dipecho), un programme de réduction de risques dans les Caraïbes (en général) qui reçoit le financement de l'Ue.

Les projets en Haïti seront mis en œuvre en collaboration avec la direction de la protection civile (Dpc) haïtienne, la Croix rouge, les branches nationales de l'Organisation des

Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) et du programme des Nations unies pour le développement (Pnud).

<http://www.catnat.net/gestion-des-risques/17332-l-ue-finance-5-projets-de-pr%C3%A9vention-des-catastrophes-naturelles-en-ha%C3%Afti>

Haïti-Coopération : L'Union européenne lance, avec Idea, un projet de renforcement institutionnel du parlement et des partis politiques

5/02/14: L'Union européenne et l'Institut pour la démocratie et l'assistance électorale (Idea) International ont procédé, le mardi 4 février 2014, au lancement d'un projet visant à soutenir les assemblées législatives et la consolidation du dialogue entre les partis politiques et les membres élus au Parlement haïtien, a observé l'agence en ligne AlterPresse.

Le lancement a eu lieu dans la chambre du sénat de la république, au Bicentenaire (à l'ouest de la capitale). « Ce projet, qui sera coordonné par l'organisation Idea, concerne près de 18 partis politiques qui se trouvent actuellement au parlement. Mais, ce projet devrait toucher tous les partis politiques qui sont appelés à intégrer le parlement, dans les prochaines élections qui se tiendront au cours de l'année 2014 », fait savoir Marie Laurence Jocelyn Lassègue, directrice de programme au sein de Idea en Haïti.

Cela fait deux mois, depuis que cette organisation travaille sur ce projet, dans le cadre du renforcement institutionnel, apporte du support au sénat de la république, dans le cadre d'un manuel de procédures de retraite relatif à l'agenda législatif, ajoute Jocelyn Lassègue. « Mais il est essentiel de travailler au renforcement des liens, entre les partis politiques et leur représentation législative » prévient-elle.

Pour sa part, le président du sénat, Dieuseul Simon Desras, inscrit « cette activité dans le cadre de la participation des partis politiques et le maintien des liens, qui doivent exister entre les élus, qui représentent les partis politiques, au sein du parlement ».

Cet accord signé est un signe qui témoigne de la volonté de l'Union européenne de renforcer les institutions démocratiques dans le pays, de renforcer le processus du dialogue, souligne Desras. Tout cela est nécessaire pour Haïti, un pays souvent marqué par une crise d'institutionnelle, une crise d'instabilité, explique-t-il.

« La vie politique haïtienne est très complexe. Parfois, il y a des questions de dialogue politique, il y a des questions de processus électoraux, mais il ne faut pas que ces problèmes nous empêchent de voir et d'adresser les problèmes structurels, surtout liés aux trois pouvoirs », souligne l'ambassadeur de l'Ue en Haïti, Javier Nino Pérez, persuadé que ce partenariat va porter des fruits.

Le projet lancé, « ambitieux et modeste », coûtera près de 700 mille euros, équivalant à près d'un million de dollars américains (US \$ 1.00 = 45.00 gourdes ; 1 euro = 63.00 gourdes aujourd'hui). [jep kft rc apr 05/02/2014 11:35]

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article15929>

Haïti - Agriculture : Projet de plantation de plusieurs millions de cocotiers

5/02/14: Jeudi dernier, plusieurs représentants de groupes agro-alimentaires en provenance d'Haïti et de la République Dominicaine se sont réunis lors du Conseil Agro-alimentaire Dominicain (JAD), afin d'échanger des expériences et analyser un projet de plantation de plusieurs millions de cocotiers, dont l'Union européenne a financé l'étude.

Participait à cette réunion, du côté haïtien : Hubert Dufort, Allan Munne, Beauvoir Leriche, Robert Brutus, « Leogan Chatuler Router », Nelson Garcia et Jeffery D. Read et du côté dominicain : César V. Paniagua, Bolívar Toribio Veras, María Gómez, César Espaillat, Martín Familia, Apolinar Germosén, Rafael Ledesma, Frank Valdez, Carlos de la Rosa, Guido Malan, Pedro García et Raymundo Roig.

« Il y a environ 1 million de cocotiers en Haïti et nous en avons environ 2 millions en République dominicaine. L'objectif, cependant, est de disposer de 8 millions de plants au total, parce que des entreprises comme Coca Cola ont de grands projets avec la noix de coco dans le monde car ils veulent lancer une boisson énergisante qui est faite à base de coco » a expliqué Osmar Benitez, le Président du JAD Ajoutant « ils veulent de l'eau de noix de coco, de la crème, du lait, de l'huile et du bois entre autres choses, dès que la production aura augmenté. ».

Au cours de la réunion, l'entrepreneur haïtien, Hubert Dufort a souligné l'importance de la réunion et a rappelé qu'Haïti était un important producteur d'huiles essentielles qu'elle exporte vers la France et pourrait combiner l'expertise d'Haïti et de la République Dominicaine, pour lancer un projet commun de production de noix de coco.

<http://www.haitilibre.com/article-10465-haiti-agriculture-projet-de-plantation-de-plusieurs-millions-de-cocotiers.html>

Lancement des nouveaux projet de l'UE

5/02/14: Ce mercredi, dans le cadre de son soutien aux initiatives de la Société Civile et des collectivités locales, la délégation de l'Union Européenne (UE) en Haïti a procédé au lancement des nouveaux projets retenus lors de son dernier appel à proposition 2013. Jeroen Witkamp, le Chef de la section économie et gouvernance de la délégation, dans son intervention a souligné l'importance de ces différents projets dans le cadre du renforcement de la gouvernance locale et de la décentralisation, secteurs de concentration du 11ème fonds européen de développement (11ème FED) pour la période 2014-2020.

<http://www.haitilibre.com/article-10467-haiti-actualite-quelques-nouvelles-ici-et-la.html>

Lancement d'un projet d'appui au Parlement par Idea et l'UE

04/02/14: L'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA) a réuni, mardi, à l'hôtel Le Plaza, des représentants de pas moins d'une trentaine de partis politiques autour de la thématique « le Parlement, les parlementaires et les partis politiques ». Il s'agissait pour l'IDEA de recueillir les témoignages et les recommandations des partis, en vue de favoriser de meilleures pratiques de travail et de fidélité entre les élus et leurs partis politiques.

Parallèlement au processus de dialogue interhaïtien, tenu à l'hôtel El Rancho depuis lundi, pour pallier la crise du pays, des représentants de plusieurs partis politiques ont répondu présent à l'invitation de l'IDEA pour témoigner de leurs expériences avec leurs élus au Parlement et faire des recommandations. Un panel formé d'anciens parlementaires et de responsables de partis politiques, dont Evans Beaubrun du RDNP, Edgar Leblanc de l'OPL ainsi que la directrice de l'IDEA, Marie-Laurence Jocelyn Lassègue, a partagé ses expériences avant de recueillir les points de vue de l'assistance dans un débat très ouvert. L'idée pour l'IDEA de rencontrer les partis politiques vient du constat que très souvent, les parlementaires, une fois élus, abandonnent leurs partis respectifs au profit d'autres partis ou des intérêts particuliers.

Ce qui n'est pas sans conséquences sur l'avenir du parti délaissé. Selon les participants, les élus qui ont cette attitude sont généralement ceux qui ne sont pas idéologiquement soudés aux partis qui leur avaient servi de « chapeau légal » juste pour participer aux élections. Une fois élus, ils ne respectent plus les consignes du parti, ne participent plus à ses réunions. A cet effet, Marjorie Michel, représentante du Parti Fanmi Lavalas, a critiqué le mode d'organisation de certains partis qui, selon elle, n'ont pas toujours de ressources humaines suffisantes capables de les représenter aux différents postes électifs dans tout le pays. « Ils sont obligés de faire appel à des personnes qui, souvent, n'ont aucune affinité avec le parti. Il faut toucher la question de la formation idéologique des membres afin les tenir soudés à leur parti. » Pour pallier le problème, Marie France Claude du Parti démocrate-chrétien haïtien (PDCH) propose d'éliminer la question de « chapeau » et de faire en sorte que les partis ne comptent désormais que sur leurs membres. « Cette question de chapeau cause beaucoup de problèmes. Lorsqu'ils arrivent au Parlement, ils sont comme des brebis égarées et sont les plus vulnérables à une série d'offres », a-t-elle souligné, prenant en exemple des parlementaires qui, ayant une pratique de partis politiques, sont restés soudés à leurs partis jusqu'au bout.

La secrétaire générale du Rassemblement des démocrates nationaux progressistes (RDNP), Mirlande Manigat, croit de son côté qu'il s'agit d'un problème d'éducation politique dont souffrent non seulement les partis politiques mais aussi toute la société. Elle a dit qu'il faut du temps pour pallier ce problème. « Cependant, a-t-elle poursuivi, les partis n'ont pas assez de temps pour se structurer et faire l'éducation politique de leurs membres en raison de l'instabilité politique constante du pays. » Selon la directrice de l'IDEA, Marie-Laurence Jocelyn Lassègue, l'activité entre dans le cadre d'un des programmes de l'IDEA, appuyé par l'Union européenne, qui consiste à renforcer les liens entre les partis politiques et leurs représentants (tes) au Parlement. « Avec les recommandations et les témoignages des partis politiques, on va travailler avec les 18 partis politiques qui ont des représentants au Parlement, en vue de leur renforcement », a-t-elle expliqué. Selon l'ex-président du Sénat

Edgard Leblanc, celui-ci doit tenir compte des besoins réels des partis politiques et de la réalité du Parlement haïtien.

1 million de dollars pour le Parlement

04/02/14: Javier Nino Perez, le Représentant de l'Union Européenne en Haïti et L'ancienne ministre à la Condition féminine Marie-Laurence Jocelyn Lassègue, Principale responsable de l'Institut International pour la Démocratie et l'Assistance Électorale (IDEA), ont signé avec le Parlement haïtien, un accord d'un montant d'1 million de dollars américains sur 18 mois, visant à soutenir 18 partis politiques siégeant au Parlement et renforcer les institutions démocratiques haïtienne.

<http://www.haitilibre.com/article-10495-haiti-actualite-quelques-nouvelles-ici-et-la.html>

Haïti : pour renforcer la participation démocratique entre les autorités non-étatiques et locales



27/01/14: L'Oxfam Haïti lance, ce lundi le 27 janvier, le projet « Intercommunalité et mise en réseau des autorités locales et autorités non-étatiques pour une gestion partagée d'un territoire commun ». Ce projet vise à renforcer le processus de participation démocratique entre les autorités non étatiques et les autorités locales dans le département de l'Ouest.

A travers ce projet cofinancé par l'Union Européenne, Oxfam entend accompagner « la création de mécanismes de dialogue et articulation entre les Municipalités du Lac Azuëi et la société civile haïtienne permettant l'aménagement conjoint de leur territoire », avon-nous appris via un communiqué.

Cinq municipalités se trouvant dans la zone du Lac Azuëi, participeront à ce projet qui entre dans le cadre des efforts visant la décentralisation et le renforcement des pouvoirs locaux. « La formation permettra aux élus locaux et aux communautés de prendre en main la gestion de leur commune et d'assurer que leur plan communal de développement répond aux besoins des citoyens et des services de base et contribuent à l'augmentation de l'accès aux infrastructures de bases», a déclaré le directeur d'Oxfam Damien Berrendorf.

<http://hpnhaiti.com/site/index.php/societe/11575-haiti-pour-renforcer-la-participation-democratique-entre-les-autorites-non-etatiques-et-locales>

Haïti-Université : L'Ueh lance un projet de formation en énergies renouvelables

23/01/14: L'Université d'État d'Haïti (Ueh) a lancé officiellement, le mercredi 22 janvier 2014, le projet dénommé « Réseau d'éducation sur les énergies renouvelables » (REnet) qui vise à former des compétences dans ce domaine, a observé l'agence en ligne AlterPresse.

Devant s'étendre sur quatre ans (2013-2016), le REnet sera mis en œuvre à travers un consortium de pays, Espagne, Haïti et Cuba. Le projet cherche notamment à « renforcer des liens Sud-Sud, en matière de formation technique et professionnelle dans le domaine, pour le développement d'un programme de deuxième cycle et l'établissement d'un programme de formation technique (cycle court), afin de répondre aux besoins de ce secteur ».

Prenant la parole lors du lancement, le recteur de l'Ueh, Jean Vernet Henry rappelle le potentiel inexploité du lac Azuei, encore appelé étang saumâtre (sur la frontière Malpasse / Malpaso, à l'est de la capitale Port-au-Prince), qui pourrait fournir 60 mégawatts d'énergie et augmenter ainsi le rendement déjà offert par l'énergie fossile.

« C'est ce que nous avons comme richesses naturelles. Nous devons les exploiter. Nous devons déboucher sur une formation de niveau universitaire, de niveau professionnel. Nous devons proposer des solutions et former des techniciens, qui auront la possibilité, non seulement de construire, mais aussi d'assurer la maintenance », prône-t-il.

Le recteur Henry dit souhaiter obtenir, dans les quatre prochaines années, des propositions et parvenir à la mise en place d'un programme de post-gradués ainsi que de formations permanentes pour les jeunes professionnels. Le vice-recteur à la recherche, Fritz Deshommes, qui a initié, depuis 2006 des réflexions sur le sujet, a, pour sa part, exprimé sa satisfaction de voir lancer le projet.

« Ce champ doit être priorisé pour l'université, pour le pays, pour des raisons économiques et environnementales, pour des raisons de valorisation des ressources locales, afin de faire, des énergies renouvelables, un domaine porteur », déclare-t-il. Déjà, dans les années 1980-1990, la faculté d'agronomie et de médecine vétérinaire (Famv), a initié des expériences très riches de production de biogaz, en termes d'énergies alternatives, qui avaient permis de faire fonctionner tous les moteurs de la ferme de la faculté, se souvient Jean Vernet Henry.

Malheureusement, des étudiants de la Famv, qui étaient formés en énergies renouvelables à l'étranger, ne sont pas revenus, en Haïti, pour mettre leurs compétences au service de la nation, déplore le recteur de l'Ueh.

L'équipe du projet « REnet » réunit, entre autres, Silvia Gallart Parramon, représentante de la délégation espagnole, Juan Rafael Dominguez, pour la délégation cubaine, et le professeur Berg Hyacinthe, directeur adjoint des programmes doctoraux au sein de l'Ueh.

Dans le cadre de ce programme de formation, sont visés l'enseignement secondaire et supérieur, la communauté universitaire, les Organisations non gouvernementales (Ong)

locales et internationales, les agences gouvernementales, les institutions publiques, la société civile et les entreprises œuvrant dans le domaine des énergies renouvelables.

Le projet est financé par l'Union Européenne à hauteur de 700 mille euros (US \$ 1.00 = 45.00 gourdes ; 1 euro = 63.00 gourdes aujourd'hui). La cérémonie de lancement du REnet, le mercredi 22 janvier 2014, s'est déroulé en présence du ministre délégué à la sécurité énergétique, René Jean-Jumeau. [jep kft rc apr 23/01/2014 9:25]

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article15859>

Culture : Des actions pour développer le portail « Sudplanète » en Haïti

13/01/14: Des actions sont en train d'être mises en œuvre au cours du mois de janvier 2014 pour développer le site « Sudplanète » en Haïti, apprend AlterPresse. Le projet « Sudplanète », lancé en Haïti au cours du mois de janvier 2014, durera 18 mois. Financé par l'Union Européenne (Ue), il vise à donner plus de visibilité au secteur culturel haïtien, à travers le portail qui lui est dédié.

« Les acteurs du secteur haïtien peuvent se l'approprier pour leur promotion et pour entrer en contact avec des partenaires étrangers. Inversement, des partenaires étrangers peuvent identifier des professionnels haïtiens selon leurs besoins », indiquent les responsables haïtiens du projet.

Créé en 2006, le portail global Sudplanète (www.spla.pro), reconnu internationalement, entend répondre aux besoins des artistes et opérateurs culturels des pays du Sud.

Développé par « Africultures » en liaison avec son réseau de partenaires internationaux, ce site offre une base de données regroupant plus de 29 mille professionnels, 9 mille structures et des dizaines de milliers de pages sur leurs créations (films, livres, disques) dans toutes les disciplines artistiques. Le développement du portail Sudplanète s'inscrit dans le cadre d'un projet triennal (2012-2015), mis en œuvre pour le développer dans 22 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), parmi lesquels Haïti.

Le portail consacré à Haïti rassemble les informations concernant spécifiquement le pays et restent visibles sur Sudplanète tout en offrant la possibilité aux acteurs du secteur de réaliser leur propre promotion et d'accroître leur visibilité.

Des fiches et des annonces professionnelles sont mises à leur disposition comme les offres d'emploi, stages, formations, tournages et les appels à projet ou à candidature. Caracoli, institution impliquée dans la promotion culturelle assure la mise en place du projet en Haïti en augmentant le volume d'informations de la base de données et en encourageant le secteur culturel à utiliser le site. [emb kft gp apr 13/01/2014 9 :20]

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article15789>

Haïti-Culture : 13 pays seront représentés au 8e Festival du Jazz de Port-au-Prince

9/01/14: Cette année, le lancement de la 8e édition du Festival de Jazz se tiendra au Cap-Haïtien, ont annoncé, jeudi, la fondation Haïti Jazz et ses différents partenaires. Des groupes de Jazz venus de 13 pays d'Afrique, d'Europe, et d'Amérique ainsi que des

Antilles françaises participeront à ce festival qui se déroulera du 18 au 25 janvier 2014. Après les Cayes et Jacmel, c'est au tour de la ville du Cap-Haïtien d'accueillir ce grand événement culturel qui débutera avec un concert gratuit au Centre Culturel Jacques Stephen Alexis. A travers cette initiative, la Fondation et le ministère de la Culture et du Tourisme entendent « créer une ouverture sur d'autres musiques dans le but de mettre en valeur la diversité de la musique haïtienne et d'ailleurs ».

Les initiateurs du festival ont informé que des journalistes étrangers viendront participer au festival du Jazz, et visiteront certains sites touristiques notamment la Citadelle (Cap-Haïtien), le marché en fer, la Cote des Arcadins, le fort Jacques, l'Observatoire et le Musée Roger Fombrun.

La ministre de la culture Josette Darguste a dit constater que le jazz aujourd'hui gagne de plus en plus le cœur des Haïtiens. Les musiciens haïtiens pratiquent beaucoup plus le jazz s'est-elle réjouit. Les spectacles sont gratuits, aussi Mme Darguste encourage les mélomanes haïtiens à être présents lors des différentes prestations.

Le chef de la section politique et économique de l'ambassade du Canada M. Tristan Landry a indiqué que le festival de Jazz de Port-au-Prince constitue un apport original à la richesse du milieu culturel en Haïti.

Diego Garcia, le chargé d'affaires de l'ambassade du Chili a fait savoir que le Chili a toujours été au sein de ce festival, considéré comme un événement qui peut contribuer à la culture musicale haïtienne. Le conseiller de coopération et action culturelle de la France M. Bruno Asseray a rappelé, comme l'année dernière, que la promotion du jazz se fera en dehors des scènes du festival afin de promouvoir cette culture à travers le pays.

Le chargé d'affaire ai de l'ambassade du Mexique en Haïti, M. Marco Antonio Fraire, a « salué l'esprit multiculturel du festival de Jazz de Port-au-Prince ». Aussi, il promet qu'à travers ce festival, le Mexique reflétera les meilleures valeurs de son peuple. Chantal Moreno de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) a déclaré qu'à partir de cette festivité, la diversité culturelle émerge notamment par un dialogue entre des artistes Haïtiens et étrangers. « Cela permet de faire vibrer l'identité haïtienne et la valoriser », affirme-t-elle.

Le chargé des affaires politiques et des relations avec la presse de l'Union Européenne M. Raphael Brigandi a indiqué que la culture est une valeur qui contribue au développement économique et touristique du pays. Il croit que le Jazz a une symbolique particulière étant donné que c'est une musique, qui fusionne les apports de l'Afrique, de l'Amérique et aussi de l'Europe.

<http://www.hpnhaiti.com/site/index.php/societe/11435-haiti-culture-13-pays-seront-representes-au-8e-festival-du-jazz-de-port-au-prince>

Arrêt 168-13 : la détérioration des relations bilatérales n'affecteront pas les projets conjoints

La crise provoquée par l'arrêt 168-13 n'affectera pas le financement des projets de développement communs aux deux pays, a affirmé Antonio Vargas Hernandez, ordonnateur national du fonds européen de développement de la République Dominicaine et directeur général de la coopération multilatérale.

Sur les 48,7 millions d'euros alloués par l'Union Européenne, 28,5 millions seront affectés à la construction d'une partie du marché dominicain et 20,2 millions d'euros pour le marché haïtien à élargir à Ouanaminthe, a précisé Vargas Hernandez. 22,7 millions d'euros additionnels vont financer des programmes d'éducation et de gouvernance pour l'administration publique, tandis qu'un fonds de 18,5 millions d'euros financera des interventions relatives à l'environnement, à la formation et aux échanges commerciaux.

Le programme binational d'appui au commerce est financé par l'Union Européenne à hauteur de 7,2 millions d'euros (\pm 9.3 millions de dollars), sur les trois ans (2012 à 2015). Il s'agit de renforcer les capacités des institutions publiques concernées de chaque côté de la frontière, dans les domaines du commerce, de la promotion de l'investissement et des douanes, et de soutenir les initiatives des secteurs privés.

Ce programme s'inscrit dans le cadre de la coopération binationale signée en mars 2012, entre l'Union européenne et le Gouvernement haïtien, pour un montant global de 18.7 millions d'euros (\pm 24 millions de dollars) et sera mis en œuvre par la « Caribbean Export Development Agency » (CEDA), organisation régionale spécialisée dans la promotion du commerce, des exportations et de l'investissement.

http://www.metropolehaiti.com/metropole/full_une_fr.php?id=23331

Interview de Pascale Monnin

http://www.rtf.be/video/detail_en-voyage?id=1893064

